PIERRE ASTIÉ
DOMINIQUE BREILLAT*

REPÈRES ÉTRANGERS

(1er OCTOBRE – 31 DÉCEMBRE 1997)

ALGÉRIE

25 décembre 1997 : **Conseil de la Nation.** Pour la première fois de son histoire, l'Algérie se dote d'une seconde chambre, le Conseil de la Nation (cf. *RE*, 81), qui comprend 144 membres dont 96 élus au scrutin uninominal à un tour par les conseillers municipaux et les conseillers des assemblées populaires des 48 willayas, soit un total de 15 003 grands électeurs. Chaque willaya désigne deux membres.

Ces élections voient la victoire du Rassemblement national démocratique (RND), formation créée il y a un an pour soutenir le chef de l'État Liamine Zeroual, qui remporte 80 sièges. Le Front de libération nationale (FLN), ancien parti unique, obtient 10 sièges, les islamistes modérés du Mouvement de la société pour la paix (MSP) du cheikh Mahfad Nahnah obtiennent 2 sièges et le Front des forces socialistes de Hocine Aït-Ahmed, 4. Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) de Saïd Sadi et Ennahda (Renaissance), parti islamiste d'Abdellah Djaballah, n'ont aucun élu.

Ces chiffres résultent des élections locales du 23 octobre, contestées par l'opposition et qui avaient été marquées par un succès du RND, qui avait obtenu 7 742 élus sur 13 123 aux assemblées communales et 986 sur 1 880 aux assemblées de willayas.

Le Conseil de la nation, élu pour 6 ans, renouvelable par moitié, comporte également 48 membres désignés par le président de la République parmi les personnalités du monde scientifique, culturel, professionnel, économique et social. Ses attributions sont importantes puisque les lois votées par l'Assemblée nationale doivent recueillir les trois quarts des suffrages des membres du Conseil de la nation pour être définitivement adoptées. En outre, le président de cette assemblée assumerait la présidence de la République en cas de vacance du pouvoir (*Le Figaro*, 25, 26 et 27-28 décembre 1997 ; *Libération*, 23 et 31 octobre 1997 ; *Le Monde*, 21, 24, 26-27, 29 octobre, 2-3 novembre et 27 décembre 1997).

* Université de Poitiers.

ARGENTINE

26 octobre 1997 : **Élections législatives.** 23,1 millions d'Argentins étaient appelés à élire la moitié de la Chambre des députés (127 sièges sur 254) ainsi que 60 conseillers municipaux de Buenos Aires et le gouverneur de la province de Corrientes.

Pour la première fois depuis son retour au pouvoir en 1989, le Parti justicialiste (PJ, néopéroniste) subit une défaite avec 35 % des suffrages, perdant la majorité absolue au Congrès. C'est un échec personnel pour le président Carlos Menem qui s'était engagé dans la bataille électorale.

Avec plus de 45 % des voix, le grand gagnant du scrutin est l'Alianza de M^me^ Graciela Fernandez Meijide, regroupement de l'opposition formé par l'Union civique radicale (UCR) de l'ancien président Raul Alfonsin et le Front populaire pour un pays solidaire (FREPASO), de Carlos « Chacho » Alvarez, composé de péronistes dissidents et de militants de centre-gauche (*Le Figaro*, 25-26 et 28 octobre 1997 ; *Libération*, 24 et 28 octobre 1997 ; *Courrier international*, 23 octobre 1997 ; *Le Monde*, 25 au 28 octobre et 8 novembre 1997).

CHILI

11 décembre 1997 : **Élections législatives et sénatoriales.** La Concertation démocratique du président Eduardo Frei (coalition gouvernementale de centre-gauche regroupant les démocrates-chrétiens et les sociaux-démocrates) conserve, pour la troisième fois depuis 1990, la majorité absolue à la Chambre des députés avec 50,54 % des suffrages et 70 sièges sur 140. Elle est cependant en recul de 4 % par rapport aux législatives de 1993.

L'opposition de droite, avec 39 % des voix et 43 sièges, progresse de 3 points. De même, le Parti communiste passe de moins de 5 % à 6,8 %, ce qui ne lui permet toutefois pas de siéger au Parlement.

Le succès de la droite se manifeste surtout au Sénat, puisqu'elle y conserve la majorité, 20 sièges sur 47 étant à renouveler. Or c'est là que se trouvait l'enjeu majeur des élections. Sur les 47 sénateurs, 36 sont élus au suffrage universel direct et 9 sont nommés, les *designados* : 4 choisis par leurs pairs parmi les anciens chefs des quatre armes, 3 par la Cour suprême et 2 désignés par le président de la République parmi les anciens ministres et anciens recteurs d'université. En outre, à compter du 11 mars 1998, il y aura un quarante-huitième sénateur puisque le général Pinochet, abandonnant sa fonction de chef de l'armée, deviendra sénateur à vie en tant qu'ancien président de la République. Le Sénat pourra donc s'opposer à toute révision de la Constitution de 1980 mise en place par le général Pinochet (cf. *RE*, 49), celle-ci devant obtenir la majorité des deux tiers au Sénat.

Ces élections ont surtout été marquées par un taux important de bulletins blancs et nuls (près de 18 %), seule manière pour les électeurs de manifester leur opposition à la classe politique dans un pays où le vote est obligatoire (*Le Figaro*, 12, 13-14 décembre 1997 ; *Le Monde*, 6, 11 et 12 décembre 1997 ; ambassade du Chili).

ÉTATS-UNIS

10 novembre 1997 : **Fast track.** Le président Clinton, devant la rébellion des

Les élections législatives et sénatoriales au Chili

Bulletins	Députés Nombre	Députés %	Sénateurs Nombre	Sénateurs %
Suffr. expr.	5 684 426	82,24	4 138 197	83,06
Nuls	936 041	13,54	626 208	12,57
Blancs	291 934	4,22	217 606	4,37

Partis	Députés Voix	%	*Élus 93*	Élus 97	Sénateurs Voix	%	*Élus 93*	Élus 97
PDC	1 305 879	22,97	*35*	39	1 208 539	29,2	*13*	10
RN	954 155	16,79	*31*	23	613 984	14,84	*11*	2
UDI	820 394	14,43	*14*	17	710 772	17,18	*3*	3
PPD	713 352	12,55	*18*	16	179 333	4,33	*2*	0
PS	633 486	11,14	*15*	11	602 862	14,57	*5*	1
PC	389 291	6,85	*0*	0	347 141	8,39	*0*	0
Ind. B	265 452	4,67	*0*	6	191 597	4,63	*0*	4
PRSD	177 979	3,13	*2*	4	75 603	1,83	*1*	0
UCCP	67 788	1,19	*0*	1	17 483	0,42	*1*	0
Ind.	39 916	0,7	*7*	2	–	–	–	–
PDS	20 635	0,36	*0*	1	–	–	–	–
Autres	296 099	5,22	*0*	0	190 883	4,61	*0*	0

PDC : Parti démocrate-chrétien ; *RN* : Rénovation nationale ; *UDI* : Union démocrate indépendante ; *PPD* : Parti pour la démocratie ; *PS* : Parti socialiste ; *PC* : Parti communiste ; *Ind. B* : indépendants liste B (centre) ; PRSD : Parti radical social-démocrate ; *UCCP* : Union du centre, Centre progressiste ; *Ind.* : indépendants sans affiliation ; PDS : Parti du Sud.

parlementaires démocrates, dirigée par le représentant du Missouri Richard « Dick » Gephardt, principal adversaire d'Al Gore pour l'investiture en 2000, doit demander le report de l'examen de la loi dite « *fast track* » puis y renoncer. Ce texte donne compétence au président pour négocier les traités commerciaux sans avoir à en référer au Congrès, qui ne peut que ratifier ou rejeter les traités et non les amender. Depuis 1974, tous les présidents ont bénéficié de cette procédure qui inspire confiance aux partenaires commerciaux des États-Unis (*Libération*, 8-9 et 11 novembre 1997 ; *Le Monde*, 8 au 12 novembre 1997).

Hong-Kong

Décembre 1997 : **Élections.** 36 députés sont choisis pour représenter Hong Kong à l'Assemblée nationale populaire à Pékin par un collège électoral de 424 membres dont la plupart sont aussi membres d'un collège formé par le Comité préparatoire désigné par Pékin. Aucun membre du Parti démocratique, qui avait pourtant remporté 65 % des sièges au Conseil législatif (Legco) lors des élections de septembre 1995, ne figure parmi ces députés. La démocratie n'est plus à l'ordre du jour (*Libération*, 27-28 décembre 1997).

HONGRIE

16 novembre 1997 : **Référendum.** Les Hongrois approuvent l'adhésion de leur pays à l'OTAN par 85,33 % de oui contre 14,67 % de non. La participation a été faible (49,24 %) mais suffisante pour valider le résultat. 25 % des inscrits doivent voter favorablement pour que le résultat soit acquis. Ce référendum devait permettre au Premier ministre Gyula Horn, socialiste (ex-communiste) de démontrer sa conversion à la démocratie pluraliste (*Le Figaro*, 17 novembre 1997 ; *Libération*, 18-19 octobre, 15-16 et 17 novembre 1997 ; *Le Monde*, 9, 17 octobre, 6, 16-17 et 18 novembre 1997).

INDE

28 novembre au 4 décembre 1997 : **Gouvernement ; dissolution.** Le gouvernement minoritaire de centre-gauche du Front uni (coalition de treize partis nationaux et régionaux), dirigé par Inder Kumar Gujral, 75 ans, à la probité reconnue, démissionne le 28 novembre après moins de sept mois d'existence, en raison du retrait du soutien parlementaire des 139 députés du Parti du congrès sur les 545 de la Lok Sabha. Il ne veut plus siéger aux côtés du DMK, parti régionaliste de Tamil Nadu, mis en cause dans un rapport sur l'assassinat de Rajiv Gandhi.

Déjà, en avril 1997, le Congrès avait retiré son soutien à H.D. Deve Gowda et contraint celui-ci à la démission. Son successeur connaît le même sort.

La composition de la Lok Sabha issue des élections d'avril-mai 1995 (cf. *RE*, 79) ne permettant pas de faire émerger une majorité stable pour gouverner, le président Narayanan prononce la dissolution de la chambre basse indienne le 4 décembre (*Le Figaro*, 30 novembre et 5 décembre 1997 ; *Libération*, 29-30 novembre et 5 décembre 1997 ; *Le Monde*, 22, 23-24, 27, 28, 30 novembre-1er décembre, 5 et 6 décembre 1997).

ITALIE

9 au 16 octobre 1997 : **Gouvernement.** Mis en minorité du fait du retrait du soutien de Refondation communiste (communistes orthodoxes), hostile aux mesures d'austérité en matière de protection sociale prévues dans le projet de budget, le gouvernement de centre-gauche de Romano Prodi, constitué le 31 mai 1996 (cf. *RE*, 79), démissionne.

Huit jours plus tard, le même gouvernement est reconduit dans ses fonctions, les députés communistes revenant sur leur hostilité première en échange de l'engagement du gouvernement de présenter un projet de loi visant à la semaine de travail de 35 heures en 2001.

C'est le cinquante-sixième gouvernement de l'après-guerre (*Le Figaro*, 10 et 14 octobre 1997 ; *Libération*, 2, 8, 9, 13, 14 octobre 1997 ; *Le Monde*, 11 au 16, 18 et 22 octobre 1997 ; *Courrier international*, 16 octobre 1997).

26 octobre 1997 : **Sécession.** Des « élections législatives » sont organisées par le mouvement sécessionniste de la Ligue du Nord dans 22 000 « sièges électoraux ». Plus de 1 100 candidats, tous favorables à l'indépendance, briguent les suffrages de 22 millions d'électeurs potentiels afin de désigner les 200 députés de Padanie. Seul le Parti radical de Marco Pannella participe à la consultation qui réunit 6 millions de personnes selon les organisateurs, mais

700 000 selon la *Repubblica* (*Libération*, 27 et 28 octobre 1997 ; *Le Monde*, 29 octobre 1997).

14 novembre 1997 : **Laïcité.** La Cour constitutionnelle annule l'article du Code pénal réservant un traitement spécial aux offenses à la religion catholique (*Courrier international*, 20 novembre 1997).

MEXIQUE

5 novembre 1997 : **Cohabitation.** Les quatre partis d'opposition s'entendent pour modifier la demande du président Ernesto Zedillo qui, conformément à l'article 88 de la Constitution, doit demander l'autorisation de quitter le pays. Souhaitant effectuer quatre visites, il pourra aller au Venezuela et au Canada, mais devra reformuler une demande pour les deux autres pays (*Le Monde*, 8 novembre 1997).

POLOGNE

31 octobre 1997 : **Gouvernement.** A la suite de la victoire des libéraux et de la droite aux élections législatives du 21 septembre Jerzy Buzek, 57 ans, universitaire, ancien chef des structures clandestines de Solidarité en Silésie, protestant, modéré, candidat de la coalition formée par l'Alliance électorale de Solidarité (AWS) et l'Union pour la liberté (UW), est chargé par le président Aleksander Kwasniewski de former le nouveau gouvernement. L'AWS dispose de 16 portefeuilles et l'UW de 6. Cette dernière se voit attribuer des postes importants au profit de son président Leszek Balcerowicz, nommé vice-Premier ministre et ministre des Finances, de Bronislaw Geremek, ministre des Affaires étrangères, de Janusz Onyszkiewicz, ministre de la Défense, et de Hanna Suchocka, ancien Premier ministre, qui devient ministre de la Justice. Ce gouvernement obtient la confiance de la Diète par 260 voix contre 173 (*Le Figaro*, 12, 16 et 19 octobre 1997 ; *Libération*, 16 et 30 octobre, 1er-2 novembre 1997 ; *Le Monde*, 17, 18, 19-20, 31 octobre et 12 novembre 1997).